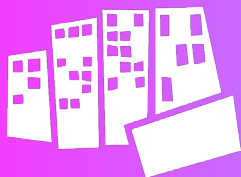


COMPTE-RENDU DES RENCONTRES À BRUXELLES

17 > 20.02.2022



EUROPEAN ACTION COALITION
FOR THE RIGHT TO HOUSING AND TO THE CITY

PROGRAMME

La Coalition Européenne d'Action pour le droit au logement et le droit à la ville (CEA) a tenu sa première réunion physique à Bruxelles, en février dernier, après deux ans de diffusion dans l'espace virtuel. Malgré la guerre, malgré la situation de pandémie en cours, cette réunion physique tant attendue a eu un effet très positif sur nos mouvements car elle a renforcé notre volonté de continuer nos combats ensemble.

17.02	18.02	19.02	20.02
09H00- 11H00 SESSION DE BIENVENUE	09H00- 11H00 W.4 > HAUSSE DES PRIX DU LOGEMENT W.5 > COMMENT FAIRE ENTENDRE NOS REVENDICATIONS	09H00- 11H00 PLÉNIÈRE - 1	09H00- 11H00 PLÉNIÈRE - 4
11H30- 13H30 W.1 > LUTTES EN EUROPE W.2 > ORGANISATION COLLECTIVE ET ACTION	11H30- 13H30 W.6 > STOP GENTRIFICATION W.7 > LUTTES ANTI-EXPULSION	11H30- 13H30 PLÉNIÈRE - 2	11H30- 13H30 PLÉNIÈRE - 5
LUNCH BREAK / PAUSE MIDI / PAUSA PARA COMER			
15H00- 17H00 HOUSING ACTION DAY W.3 > LUTTES DES PERSONNES SANS PAPIERS / SANS-LOGIS	15H00- 17H00 RÉUNIONS DES GROUPES DE TRAVAIL	15H00- 17H00 PLÉNIÈRE - 3	ACTION
AFTER 17H30 ... PLANNING DE L'ACTION DE DIMANCHE	ÉVÈNEMENT PUBLIC		



ATELIER 1 : LUTTES EN EUROPE

Nous avons commencé l'atelier par un bref retour sur les luttes au cours de la dernière période : la lutte contre les expulsions semble, sans surprise, être la plus urgente.

Les participant.es ont exprimé leur préoccupation par rapport au phénomène de « renoviction » (l'expulsion organisée par la rénovation). Au fil de la discussion est apparu qu'il a deux modes d'actions principaux contre les expulsions : les campagnes qui visent à la sensibilisation (via la cartographie, les rapports et les actions symboliques), l'action directe via l'organisation de fronts anti-expulsion.

D'autres luttes concernent celles qui sont menées contre les projets de développement immobilier de luxe. D'autres encore pour promouvoir des modes d'habiter alternatifs. Certains groupes mènent des campagnes contre des politiques d'accès au logement qui sont racistes. Il y a également ceux qui luttent pour la baisse des loyers, pour l'augmentation des logements sociaux, ou encore contre les contrats de location temporaires qui sapent les droits des locataires. Airbnb reste également un énorme problème dans de nombreuses villes, tout comme l'endettement des personnes. Et tandis que certain.es tentent d'empêcher l'adoption de nouvelles "lois anti-squat", d'autres s'adonnent au squat, qui a récemment été combiné avec succès à la création d'espaces de logement pour les personnes dites sans-abri.

Le référendum de Berlin visant à exproprier les grandes sociétés de logement a été évoqué, ce qui a conduit la discussion à des questions plus génériques sur la façon dont nous sensibilisons et mobilisons (en particulier dans le contexte de la pandémie) et sur les approches qui semblent être transférables à d'autres contextes. En effet, selon l'éventail des sujets abordés, les moyens de lutte sont très variés, allant de la pression sur les acteurs politiques à l'action directe. Beaucoup de camarades ont déclaré que la combinaison de différentes stratégies et tactiques est la plus prometteuse.

Un autre outil important dont nous devons discuter davantage à l'avenir est le "storytelling", c'est-à-dire la manière dont nous façonnons politiquement la perception des conditions socio-économiques et changeons finalement les discours.



ATELIER 2 – ORGANISATION COLLECTIVE ET ACTION

Cet atelier était centré sur la question de savoir comment les organisations, avec leurs structures et leurs outils, participent à la lutte pour le droit au logement et à la ville et arrivent à atteindre ou pas leurs objectifs. Il nous a fallu prendre en considération que certains membres de la CEA sont des fédérations d'associations ou de groupes locaux (DAL, PAH) et que d'autres sont des plus petits groupes.

La discussion a montré que le contexte législatif était déterminant dans les manières de faire. Le niveau de répression policière est un facteur significatif qui a un impact direct sur nos capacités à mobiliser, à revendiquer nos droits et à obtenir des résultats politiques.

Les participant.es ont brièvement évoqué la manière dont leurs groupes s'organisent: certains créent des "boîtes à outils" pour différents types de luttes (pour l'organisation des locataires dans un quartier, pour des personnes sans-abri ou pour réquisitionner et/ou occuper des bâtiments vides), certains organisent des formations/actions, d'autres créent des vies collectives dans des squats ou encore font du porte-à-porte pour organiser la solidarité. Il y a aussi les fédérations qui se créent à différents niveaux (local, régional, national), et puis les alliances qui se développent avec d'autres groupes (syndicats, artistes, intellectuels), etc...

Finalement, la discussion s'est déplacée vers les stratégies à développer : L'approche "légale" est-elle la meilleure aujourd'hui ou doit-on se concentrer sur les luttes de terrain et la création d'alliances? Ensuite, nous avons discuté des espaces où les luttes collectives sont conçues, ceux où les militant.es sont capables de se rencontrer et de structurer leurs actions dans les territoires. Finalement, nous nous sommes posé.es la question de savoir comment faire passer les luttes locales à une autre échelle.

Un des problèmes évoqué lors de la discussion est la montée de l'extrême-droite. Elle essaie de profiter de la "crise" du logement pour désigner les "autres" (les personnes qui n'appartiennent pas à leur conception nationaliste d'un territoire donné) comme boucs émissaires. Nous devons admettre nos difficultés à transférer nos analyses plus complexes des échecs systémiques du capitalisme et de son "marché du logement" par rapport à la propagande nationaliste et raciste simpliste de l'extrême droite. Le consensus antifasciste de la CEA est inébranlable mais la question de savoir comment améliorer les luttes intersectionnelles doit être abordée immédiatement.



HOUSING ACTION DAY

HOUSING
FOR PEOPLE
NOT FOR
PROFIT!



HOUSING
ACTION DAY

Préparation du Housing Action Day (discussions autour de l'appel, de la stratégie de communication, des actions des groupes, etc...) et rencontre avec le groupe Belgian Housing Action Day.



EUROPEAN ACTION COALITION
FOR THE RIGHT TO HOUSING AND TO THE CITY

ATELIER 3 – LUTTE DES PERSONNES SANS-PAPIERS/SANS-LOGIS

Cet atelier avait pour but de mettre en lumière les luttes des groupes qui s'organisent contre les discriminations multiples.

Les luttes des personnes racialisées ou socialement exclues sont omniprésentes au sein de la CEA et sont liées à d'autres luttes pour l'égalité des droits, pour la régularisation des personnes dites sans-papiers, contre le racisme structurel (et social), le classisme et au-delà, qui s'ajoutent souvent aux diverses formes de discrimination sexiste, contre la guerre et plus généralement contre les relations néocoloniales à l'échelle mondiale. Nous avons dû admettre qu'une fois encore, lors de cette rencontre, nous étions le plus souvent des personnes "blanches" qui n'étaient pas directement touchées par ces discriminations.

De par les différents contextes de nos champs d'actions, certains collectifs sont plus ou moins confrontés aux violences policières et à la répression d'État. Parfois, des questions linguistiques peuvent complexifier l'organisation collective tout comme un manque d'espace pour s'organiser.

Au cours de l'échange, nous avons appris que des personnes sans-abri ont réussi à squatter dans des pays où l'occupation de bâtiments vides semblait impossible au cours des deux dernières décennies. Dans d'autres cas, nous avons rappelé que des particuliers ou des structures de solidarité peuvent mettre à disposition des logements et les retirer ainsi du marché. L'espace public est également investi par des occupations ou des interventions. Le soutien et l'organisation d'espaces occupés légalement ou de manière informelle se poursuivent.

Nous avons évoqué différents modes d'organisation collective et de solidarité. Des personnes sans-abri ont expliqué qu'ils avaient créé un syndicat au sein duquel ils pouvaient s'organiser et mener des actions politiques. Des personnes sans-papier ont quant à elle expliquer le principe de "parrainage", lorsque des personnalités publiques et des citoyen.nes ordinaires expriment leur soutien à des personnes sans-papiers. Il a été rappelé qu'il est important de ne pas tomber dans des schémas de victimisation des personnes sans-papier ou sans-abri, et d'éviter la charité. Il a aussi été rappelé que les alliances avec d'autres luttes, comme celle pour la régularisation des personnes sans-papier, sont primordiales.

Les membres du Collectif Zone Neutre – Occupation KBC qui ont participé à l'atelier ont fortement influencé la discussion. L'action collective prévue (et finalement réalisée) dimanche 20 février en soutien au collectif a été discutée également et l'idée d'une campagne plus large de solidarité a émergé lors de cet atelier.



ATELIER 4 - HAUSSE DES PRIX DU LOGEMENT



Constatant que le logement devenait de plus en plus un « refuge » pour le capital, et que les ménages paient une part de plus en plus grande de leur revenu pour se loger, les membres de la CEA ont jugé important de mener une discussion sur la flambée des prix du logement partout en Europe.

Privatisation du parc public de logement, investissements de plus en plus importants dans l'immobilier résidentiel par des grands propriétaires, manque de politiques sociales du logement, accaparement par les banques de logements via les crédits impayés, rénovation, etc... sont autant de phénomènes qui expliquent la montée des prix. De plus, les revenus n'augmentent pas.

Le contrôle des loyers est apparu comme une revendication nécessaire pour tous et toutes les participantes. La nécessité aussi d'exiger plus de logements sociaux qui permettent d'une certaine manière, de réguler le marché locatif. Contre la financiarisation du logement, il est également impératif d'insister sur la dimension sociale de celui-ci.

Dans les zones rurales aussi les prix flambent mais les raisons sont un peu particulières. L'exode urbain explique en grande partie cette montée des prix dans les campagnes.

L'atelier s'est terminé par des questions ouvertes : quelles actions communes pouvons-nous mener ? Face à tant de raisons de la montée des prix, sur quoi nous concentrer dans nos revendications ?



ATELIER 5 – COMMENT FAIRE ENTENDRE NOS REVENDICATIONS



Cet atelier a démarré par un tour de parole des cas spécifiques. Chaque groupe exprime ses revendications de manière différentes : actions diverses, relations publiques, médias et réseaux sociaux, événements d'information et de sensibilisation, brochures, campagnes, démarches juridiques, pressions politiques, alliances avec d'autres mouvements, etc, etc.

Pour définir une stratégie commune et propre à la CEA, nous avons commencé par nous poser la question de savoir à qui voulons-nous adresser nos revendications ? Quelles autorités ? Comment s'adresser aux personnes affectées ? Aux autres mouvements sociaux, experts, universitaires, institutions transnationales, au grand public, ... ? Il est nécessaire d'avoir plusieurs stratégies selon les groupes à approcher.

Une grande partie de la discussion a porté sur la manière de contacter la presse et de l'utiliser en notre faveur. Le thème de la "narration" a été abordé, à savoir comment exposer un problème pour qu'il "vaille la peine" d'être raconté, dans des sociétés sursaturées d'informations. Une critique plus générique sur la presse et les médias a suscité le débat.

Nous avons pu noter qu'une auto-formation en matière de relations publiques est un besoin pour de nombreuses initiatives de base. De même, des directives plus systématiques sur ce que nous pouvons faire au préalable de nos actions (fanzines / brochures) devrait faire l'objet d'une discussion collective. En tant que CEA, nous reviendrons sur le sujet de la narration, car il a été mentionné à plusieurs reprises.



ATELIER 6 - STOP GENTRIFICATION

Cet atelier a débuté par deux questions : à quoi faites-vous face dans votre territoire ? Qu'est-ce que vous faites par rapport à ça ?

Ce qui se passe dans les territoires et qui existait déjà avant :

- La hausse de l'investissement immobilier et de la spéculation ;
- L'investissement public au service de la gentrification (parfois trop important, trop long, qui amène à une exclusion des quartiers) ;
- L'augmentation des prix des logements et la diminution du logement social ;
- Airbnb et les phénomènes de touristification ;
- Différenciation d'espaces très gentrifiés et d'autres très délabrés.

Ce qui semble nouveau (ou plus important aujourd'hui) :

- La hausse des prix dans les territoires ruraux ;
- La quantité d'espaces vides produits par les activités du « real estate » (tour de logements hautes et vides par exemple) qui mènent à des expulsions et donc à plus de vide ;
- L'impact sur une partie de la classe moyenne, affectée elle aussi par la crise de l'accès au logement ;
- Le renouvellement urbain ;
- La disparition des « commons » ;
- La protection accrue de la propriété privée par les pouvoirs publics et la justice.

Ce qu'on peut envisager de faire :

- Créer des espaces de rencontre ;
- Changer la finalité commerciale de Airbnb ;
- Baisser les loyers, les réguler et exiger du logement social ;
- Faire du logement une question collective et pas individuelle ;
- Se mobiliser, occuper (sans gentrifier), ...
- S'inspirer du referendum de Berlin et du CLTB (Community Land Trust Belgium).



ATELIER 7 - LUTTES ANTI-EXPULSION



L'atelier a démarré avec un tour de parole sur la situation actuelle dans les pays respectifs des participant.es et l'état de leur lutte. Ensuite, la question de savoir sur quoi on pouvait concentrer nos énergies en tant que CEA. Comment aussi sensibiliser les gens sur la problématique des expulsions. Comment pouvons-nous organiser l'entraide pas seulement au niveau local mais au niveau européen ?

Au fil de la discussion, différentes idées ont émergé. Par exemple, il a été proposé qu'une prise de position de la CEA soit rédigée contre les expulsions. Aussi, une récolte de données pourrait servir à visibiliser mieux le problème. La carte comme outil de sensibilisation pourrait aussi être envisagée. Attention, les expulsions sont parfois des réalités que les personnes qui les subissent veulent cacher, il faudra mener une réflexion pour décider la manière dont on voudra les rendre visibles.

Nous avons également évoqué comment chaque groupe peut s'organiser sur le terrain : être présent.es dans les quartiers, organiser des permanences (ce qui permet de passer d'une dynamique individuelle à une dynamique collective dans la lutte contre les expulsions), se renseigner auprès des justices de paix pour prévoir une expulsion programmée, identifier les quartiers les plus affectés et enfin tenter de limiter au maximum les expulsions (actions de blocages). Certains groupes mènent des actions devant les bureaux des grands propriétaires pour dénoncer leurs activités, tandis que d'autres tentent de publier des articles dans la presse. La question du relogement des personnes expulsées est aussi prise en charge d'une certaine manière par les groupes. Ces différents éléments et d'autres constituent l'ensemble du travail accompli par les groupes sur le terrain.

Cette discussion pourrait permettre la rédaction d'une feuille de route ou guide anti-expulsion. Le groupe de Bucarest a identifié trois types de guide anti-expulsion : un guide légal pour les personnes menacées d'expulsion, un guide pour les personnes solidaires (comment soutenir les personnes menacées) et enfin un troisième guide adressé au média, pour rendre visible l'ampleur du problème des expulsions.



RÉUNIONS DES GROUPES DE TRAVAIL

Groupe juridique

Les membres propose de les rejoindre pour avancer le travail d'analyse sur les législations européennes pour le droit au logement.

Groupe recherche

Ce groupe aimerait avancé sa recherche sur les politiques européennes en matière de logement. Il contribuera aussi à la rédaction d'une brochure et la réalisation d'un webinair.

Groupe anti-expulsion

Ceci est un nouveau groupe créé lors de cette rencontre.

Groupe action

À préparer l'action du dimanche à Bruxelles en soutien au Collectif Zone Neutre qui occupe l'ancienne KBC.

Groupe communication

Pour la première fois à Bruxelles, nous avons décidé de renforcer le groupe communication et une position supplémentaire à été ouverte. L'idée étant d'essayer d'élargir l'impact média de la CEA.

Si vous voulez rejoindre un des groupes, n'hésitez pas à contacter les facilitateurs/ rices : eac-facilitator@riseup.net.

ÉVÈNEMENT PUBLIC

À VOIR ICI : <https://www.facebook.com/europeancoalition/videos>



ACTION - SOLIDARITÉ AVEC L'OCCUPATION KBC

PLUS DE DÉTAILS ICI : <https://housingnotprofit.org/recognition-not-eviction/>



EUROPEAN ACTION COALITION
FOR THE RIGHT TO HOUSING AND TO THE CITY